

## VOS DROITS À PARTIR DE 60 ANS

# Montant minimum légal de la pension et de l'allocation de retraite

**Nombre de lecteurs nous interrogent sur le montant minimum légal de la pension et de l'allocation de retraite, et les critères pour en bénéficier. Pour ce qui est de la pension, le 1<sup>er</sup> critère : l'âge légal de départ à la retraite, soit 60 ans. 2<sup>e</sup> critère : avoir cumulé au moins 15 années de cotisations pour la retraite. Les retraités au titre de la proportionnelle et sans condition d'âge ne peuvent pas bénéficier du montant minimum légal de la pension de retraite. Les titulaires d'une allocation de retraite (car n'ayant pas suffisamment cotisé durant leur vie professionnelle) ne sont pas inscrits non plus à ce montant minimum, mais les pouvoirs publics leur ont attribué depuis 2006 une indemnité compensatoire.**

L'article 16 de la loi n°83-12 du 02 juillet 1983 relative à la retraite, modifié et complété, précise que le montant de la pension ne peut être inférieur à 75% du SNMG, soit actuellement 15 000 DA à 75% = 11 250 DA. Donc, le relèvement à 15 000 DA du SNMG à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 a porté le nouveau minimum de 10 000 DA à 11 250 DA (15 000 DA x 75%). Pour rappel, en réponse aux revendications des retraités, le gouvernement a pris au cours du mois de juillet 2006 – à la charge du budget de l'Etat – la décision de relever les petites pensions à travers l'institution d'une indemnité complémentaire mensuelle au profit des titulaires de pensions de retraite et d'invalidité dont le montant mensuel est inférieur à 10 000 DA.

Quant à celui des ayants droit, il est porté selon le cas, comme suit :

- Pension de la veuve (f) seule : 135 000 x 0,75 = 101 250,00 DA par an, soit 8 437,50 DA par mois ;
- Pension de la veuve (f) avec un seul ayant droit : 135 000,00 x 0,50 = 67 500 DA par an soit 5 625,00 DA par mois ;
- Pension des autres ayants droit : 135 000 x 0,30 = 40 500 DA par an, soit 3 375,00 DA par mois ;
- Pension de la veuve (f) avec plusieurs ayants droit : 135 000 x 0,50 = 67 500 DA par an, soit 5 625,00 DA par mois ;
- Pension des autres ayants droit à partager à parts égales : 135 000 x 0,40 = 54 000 DA par an, soit 4 500 DA par mois ;
- Pension des ayants droit en l'absence de conjoint ; le montant cumulé de leur pension ne peut excéder le montant suivant :

135 000 x 0,90 = 121 500 DA par an ou 10 125 DA par mois ;

Le montant maximum brut de la pension de retraite est limité à 225 000 DA par mois. L'effet pécuniaire ne concerne que les pensions dont la date de jouissance est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

La majoration pour conjoint à charge octroyée au bénéficiaire d'une pension de retraite anticipée a été portée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 à 1 875 DA (15 000 x 0,125) par mois ou 22 500 DA par an.

## Pour les travailleurs n'ayant pas suffisamment cotisé

Les travailleurs (hommes et femmes) âgés d'au moins 60 ans, ne justifiant pas à cet âge de la condition de travail requise

mais pouvant valider au moins 5 années ou 20 trimestres, ont droit à une allocation de retraite. Le montant de cette allocation est proportionnel au nombre d'années d'activité.

Les allocations de retraite ne sont pas portées au minimum des pensions de retraite. Par ailleurs, dans le cadre de l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006 et en son article 29, il est servi une indemnité complémentaire mensuelle au profit des titulaires d'allocations de retraite (ICAR) dont le montant est inférieur à 7 000 DA. Le montant de l'ICAR varie de 10% à 50% en fonction du niveau de l'allocation perçue selon un barème dégressif, du montant le plus élevé de l'allocation au montant le plus bas.

LSR

## L'ESPAGNE S'APPRÊTE À RECULER L'ÂGE DE LA RETRAITE À 67 ANS

L'Espagne s'engage à son tour dans la retraite à 67 ans. Le Conseil des ministres a approuvé, le 28 janvier 2011, la réforme qui recule de 65 à 67 ans l'âge légal de départ à la retraite. Cette avancée devrait permettre au pays de regagner la confiance des marchés.

Le gouvernement a annoncé être parvenu à un accord préliminaire avec les syndicats sur la réforme.

Après une forte mobilisation des Espagnols, les deux principaux syndicats du pays, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale du travail (UGT), ont accepté le relèvement de l'âge de départ à condition que les personnes qui ont travaillé trente-huit années et demie puissent partir à 65 ans avec une retraite pleine.

La presse espagnole voit le texte d'un bon œil ? Selon l'éditorialiste du *País*, «cette réforme est dotée d'une importance politique qu'il serait difficile de minorer, puisqu'elle peut se prévaloir d'un large soutien, tant des politiques que des acteurs sociaux».

Il s'agit donc d'un succès pour le gouvernement et d'une preuve de souplesse des syndicats. Après le feu vert du Conseil des ministres, la réforme doit désormais être adoptée par le Parlement. La réforme sera mise en place progressivement entre 2013 et 2027, avec un mois de plus à cotiser par an pendant les six premières années puis deux mois par an. Selon le quotidien espagnol, cette période est «trop longue pour s'assurer du maintien d'une volonté politique en la matière».

## Plus haut taux de chômage depuis 1997

Une question cruciale se pose maintenant, indique le journaliste : cette réforme pourra-t-elle permettre de relever une économie plombée par un taux de chômage élevé et des perspectives peu optimistes de croissance ? Il y a quelques jours, les indicateurs restaient mauvais, alors que le taux de chômage du pays s'est établi à 20,3% au quatrième trimestre 2010, selon des données de l'Institut national des statistiques.

Ce taux est le plus élevé depuis le deuxième trimestre 1997. L'Espagne est le dernier pays européen en date à réformer son système de retraites, mis sous pression notamment par le vieillissement de la population et une baisse de la natalité. Les retraites pourraient représenter 14% des dépenses publiques espagnoles d'ici à 2040-2050 contre 9% en 2010, selon des données du ministère de l'Economie.

## Au Brésil, les élus se taillent de jolies pensions

Au Brésil fleurissent, de longue date, la corruption, le népotisme et l'abus de privilèges. La presse révèle, chaque semaine ou presque, telle ou telle pratique plus ou moins répréhensible qui ternit toujours plus l'image de l'élite au pouvoir. Le dernier héros de ce mauvais feuilleton s'appelle Benjamin Zymler, 54 ans. Il préside le Tribunal des comptes de l'Union, l'équivalent de notre Cour des comptes. Ce très haut fonctionnaire, dont l'emploi exige qu'il soit irréprochable, améliorerait l'ordinaire par de précieux «ménages».

En trois ans, il a donné treize cours et conférences qui lui ont rapporté quelque 100 000 euros. Ses clients ? Trois entreprises publiques, dont il est chargé de vérifier la validité des comptes au nom de l'Etat fédéral. Bonjour le conflit d'intérêts. Mais pas aux yeux de l'intéressé, qui souligne d'avoir rien commis d'illégal.

### Cinquante fois le salaire minimum !

Au Parlement de Brasilia, quelques jours avant Noël, les

députés et sénateurs se sont offert une hausse de salaires de 60%.

Les prix n'avaient pourtant augmenté que de 20% depuis le dernier réajustement de leurs émoluments. Mais ils voulaient toucher autant que les juges de la Cour suprême. Pour faire passer cette mesure, ils en ont fait bénéficier les membres du gouvernement.

Tout le monde gagne désormais la même chose, les parlementaires, les ministres et la présidente Dilma Rousseff : un peu plus de 12 000 euros par mois. Cinquante fois le salaire minimum.

Les élus fédéraux, et ceux des Etats fédérés, ne sont pourtant pas à plaindre. Outre leur salaire – sur quinze mois –, ils reçoivent de nombreuses allocations et avantages matériels, bénéficient de deux mois de vacances et ne travaillent à Brasilia que deux ou trois jours par semaine. Si l'électorat les recule, ils reçoivent pendant toute leur vie une pension égale à leur salaire. Les retraites, dont celles accordées aux ex-gouverneurs d'Etat, sont une autre source

d'abus. Selon la presse brésilienne, au moins 127 ex-gouverneurs ou leurs veuves reçoivent une pension mensuelle entre 5 000 et 10 000 euros.

Aux frais du contribuable et en toute illégalité, puisqu'une décision de justice de 2007 bannit cette pratique. Ce dont se moquent les caciques locaux attachés aux privilèges votés par les assemblées législatives d'Etat.

L'une des veuves cumule même deux retraites, son défunt mari ayant gouverné successivement deux Etats. Le plus malin de tous s'appelle Humberto Bosaipo, 54 ans. En 2002, il a fait voter par ses collègues députés du «Mato Grosso» (une région du Brésil) un amendement élargissant le bénéfice de la retraite à tout élu ayant été amené à exercer temporairement les fonctions de gouverneur.

Ce qu'il fut conduit à faire en 2004, pendant... exactement... dix jours. A ce titre, il continue de toucher, sept ans plus tard, une pension de 6 500 euros par mois.

LSR

## QUESTION DE LA SEMAINE

**«J'ai exercé une activité salariée et une activité non salariée, comment pourrai-je bénéficier d'un avantage de retraite des deux régimes ?»**

1. Si l'assuré remplit les conditions requises par les deux régimes : chaque Caisse (CNR et Casnos) liquide la pension selon les règles applicables à son propre régime et sur la base de la durée d'assurance sociale qui le concerne. La majoration pour conjoint à charge est attribuée proportionnellement au nombre de trimestres validés.
2. Si l'assuré ne remplit pas la condition de durée d'activité requise au titre du seul régime des salariés (Cnas et CNR) : dans ce cas, il y a nécessité de faire appel aux trimestres validés par le régime des non-salariés (Casnors) pour parfaire la condition de salariat.